

Cote du document: EB 2011/102/INF.14
Date: 19 mai 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Résumé des propositions de projet et programme examinées par le Conseil d'administration

Conseil d'administration — Cent deuxième session
Rome, 10-12 mai 2011

Pour: **Information**

Résumé des propositions de projet et programme examinées par le Conseil d'administration

1. Les propositions de projet/programme suivantes ont été approuvées par le Conseil d'administration à sa cent deuxième session et sont conformes au Cadre pour la soutenabilité de la dette.

A. Afrique de l'Ouest et du Centre

Sierra Leone: Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne

(EB 2011/102/R.15/Rev.1)

2. Le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un don de 50,0 millions d'USD à la République de Sierra Leone dans le cadre du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire pour le Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne. Les représentants se sont dits pleinement satisfaits tant du programme présenté que du caractère extrêmement participatif du processus de conception mené par le FIDA. Des précisions ont été apportées concernant l'importance de ce financement et l'obligation redditionnelle du FIDA en sa qualité d'organisme de supervision.

B. Asie et Pacifique

Indonésie: Projet d'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants dans la partie orientale de l'Indonésie

(EB 2011/102/R.19/Rev.1)

3. Le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un prêt de 30,3 millions de DTS, à des conditions intermédiaires, et d'un don de 0,67 million de DTS à la République d'Indonésie pour le Projet d'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants dans la partie orientale de l'Indonésie. À cette occasion, les représentants du Brésil, des États-Unis et de l'Inde ont demandé des précisions sur les points suivants: i) la contribution du gouvernement; ii) les processus d'évaluation technique; iii) le partenariat avec les autorités locales; iv) la participation du secteur privé; v) la composante gestion des ressources naturelles et le financement par le Fonds pour l'environnement mondial; et vi) la participation de la communauté à la passation des marchés. Le Conseil s'est déclaré satisfait des réponses fournies. Le représentant de l'Inde a invité le FIDA à poursuivre, tout au long de la mise en œuvre, la concertation sur l'élaboration des politiques en matière de finance rurale.

République démocratique populaire lao: Mémoire du Président: Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales dans la province d'Attapeu – financement supplémentaire

(EB 2011/102/R.20/Rev.1)

4. Le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un financement supplémentaire, sous la forme d'un don de 1,55 million de DTS, à la République démocratique populaire lao pour le Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales dans la province d'Attapeu. À cette occasion, le Conseil d'administration a: i) exhorté le FIDA à poursuivre sa collaboration avec les partenaires sur les questions de l'accès à la terre et des concessions foncières; ii) invité le Fonds à accorder une attention particulière aux consultations organisées avec les communautés dans le cadre des processus annuels de planification et de la mise en œuvre du programme; iii) recommandé que le programme se concentre sur un nombre restreint de filières, en particulier sur les plus prometteuses; et iv) encouragé le FIDA à développer la coopération avec l'Agence allemande de coopération internationale (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit [GIZ]), l'Agence néerlandaise de développement international (SNV) et d'autres organismes de développement dans le pays.

**Mongolie: Projet de développement des marchés et de la gestion des parcours
(EB 2011/102/R.21/Rev.1)**

5. Le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un prêt de 7,25 millions de DTS à la Mongolie pour financer le Projet de développement des marchés et de la gestion des parcours. À cette occasion, la représentante des États-Unis a fait observer la similitude entre les activités du projet et celles financées par l'Agence des États-Unis pour le développement international et mises en œuvre par Mercy Corps. Il lui a été expliqué que le FIDA avait veillé, lors du processus de conception du projet, à l'alignement sur ces activités ainsi que sur les projets financés par la Banque mondiale et la Direction du développement et de la coopération de la Suisse dans le secteur de l'élevage.

**Pakistan: Projet d'appui aux moyens de subsistance dans les districts de Gwadar et Lasbela
(EB 2011/102/R.22/Rev.1)**

6. Le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un prêt de 18,55 millions de DTS à la République islamique du Pakistan afin de contribuer au financement du Projet d'appui aux moyens de subsistance dans les districts de Gwadar et Lasbela. À cette occasion, la représentante du Danemark a informé le Conseil qu'elle avait reçu du FIDA, par écrit, des réponses exhaustives et satisfaisantes aux questions concernant: i) la durabilité des interventions du projet et le transfert du dispositif de services financiers aux organisations communautaires; ii) le risque de non-matérialisation de la contribution de contrepartie du gouvernement; iii) les conséquences éventuelles de la dette extérieure et intérieure du Pakistan sur le remboursement du prêt; et iv) le fait que la situation du Pakistan en matière de sécurité puisse empêcher le FIDA de mener à bien le suivi du projet. Le représentant de l'Inde s'est félicité de la proposition et a demandé dans quelle mesure la situation du Pakistan en matière de sécurité pourrait affecter l'exécution du projet. Il a été précisé que, s'agissant là d'une question sur laquelle le projet ne peut exercer aucun contrôle, elle constitue pour le projet un risque potentiel. Par ailleurs, même si certaines zones du Balouchistan sont objectivement peu sûres, la région côtière en général, et les deux districts ciblés par le projet en particulier, sont relativement sans danger. Les missions de conception et de préévaluation ont été effectuées sans problème, et même si cela ne permet pas de garantir que la situation ne changera pas à l'avenir, aucun problème majeur ne devrait surgir durant l'exécution du projet.

**Tadjikistan: Projet de développement de l'élevage et des pâturages
(EB 2011/102/R.23)**

7. Le Conseil a approuvé l'octroi d'un don de 9,3 millions de DTS au Tadjikistan pour financer le Projet de développement de l'élevage et des pâturages. À cette occasion, la représentante des États-Unis a demandé des précisions concernant les mesures adoptées afin de contrôler et d'atténuer les risques fiduciaires. Il lui a été expliqué qu'un cadre de gouvernance et de lutte contre la corruption reposant, dans un souci de transparence et de bonne gouvernance de l'exécution, sur la participation des bénéficiaires et des communautés, serait établi lors du démarrage du projet.

C. Amérique latine et Caraïbes

**République dominicaine: Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est
(EB 2011/102/R.24)**

8. Le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un prêt supplémentaire de 11,43 millions d'EUR à la République dominicaine dans le cadre du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire pour le Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est. Le financement supplémentaire ne modifie en rien le projet approuvé en avril 2010. Les

représentants ont demandé des précisions quant à la manière dont le projet assurerait: i) la coordination sur le terrain avec toutes les parties prenantes; ii) la protection de l'environnement; et iii) l'appui à un programme national d'assurance en faveur des bénéficiaires du projet. Le Conseil s'est déclaré satisfait des réponses fournies.

D. Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

Azerbaïdjan: Projet de développement rural intégré (EB 2011/102/R.26/Rev.1)

9. Le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un prêt de 12,25 millions de DTS à la République d'Azerbaïdjan pour financer le Projet de développement rural intégré. À cette occasion, la représentante des Pays-Bas a mis l'accent sur le manque de coordination entre les différents organes gouvernementaux en Azerbaïdjan ainsi que sur le manque d'harmonisation entre les interventions des donateurs, et a demandé si cela avait été pris en compte et si des mesures avaient été envisagées afin d'atténuer les risques connexes. Le Conseil s'est déclaré satisfait des réponses fournies. L'accent a été mis sur l'importance du cofinancement octroyé par la Banque islamique de développement, jalon important sur la voie du renforcement de la collaboration avec celle-ci.